|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| |  | | --- | | **Loi n° 2009-21 du 28 avril 2009, fixant le cadre général de la formation pratique des étudiants de l’enseignement supérieur au sein des administrations, des entreprises ou des établissements publics ou privés.**  Au nom du peuple,  La chambre des députés et la chambre des conseillers ayant adopté,  Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :  Article premier - La présente loi fixe le cadre général de l’organisation de la formation pratique réalisée par les étudiants inscrits aux établissements d’enseignement supérieur et de recherche au sein des administrations, des entreprises ou des établissements publics ou privés.  Titre premier  Des objectifs et des modalités de la formation pratique des étudiants  CHAPITRE PREMIER  Des objectifs de la formation pratique  Art. 2 - La formation pratique des étudiants au sein des administrations, des entreprises ou des établissements publics ou privés est une composante essentielle du système de la formation universitaire. Elle s’inscrit dans les missions dudit système qui consistent au renforcement de l’employabilité des diplômés et à la préparation des étudiants à la création des entreprises.  Le ministère chargé de l’enseignement supérieur et, le cas échéant, le ministère chargé du partenariat avec les entreprises économiques, fixe les orientations générales de la formation pratique des étudiants au sein des administrations, des entreprises ou des établissements publics ou privés, et procède à sa promotion, son organisation et son développement.  Art. 3 - La formation pratique vise à la réalisation des objectifs communs entre l’établissement d’enseignement supérieur et de recherche et les administrations, les entreprises ou les établissements publics ou privés, et entre l’étudiant, et de permettre à celui-ci de :  - Connaître leur réalité et les conditions de leur travail.  - Acquérir des connaissances, des habiletés et des compétences liées au programme de formation relatif au parcours qu’il poursuit.  - Affiner ses habiletés de communication et lui apprendre le travail individuel et collectif.  - Mettre en pratique ses connaissances théoriques.  - Acquérir une culture technologique et technique qui suit le développement des méthodes de travail et de production.  - Contribuer à la structuration de son cursus de formation, au développement de son esprit d’initiative et à son habilitation à créer son propre projet.  - Construire son projet professionnel, rationaliser le choix de son futur métier et faciliter son insertion dans le marché de l’emploi.  Art. 4 - La formation pratique vise à permettre aux administrations, entreprises ou établissements publics ou privés de :  - Profiter directement de l’activité de l’étudiant en formation auprès d’elle et de découvrir de nouvelles compétences.  - Concrétiser le partenariat scientifique et technologique à travers l’interaction avec les enseignants universitaires et les étudiants.  - Sélectionner les compétences nécessaires qui lui permettent de renforcer ses ressources humaines.  CHAPITRE II  Des modalités de la formation pratique  Art. 5 - La formation pratique des étudiants est organisée sous forme de stages ou de formation par alternance.  A défaut de la réalisation de la formation pratique conformément à l’article premier de la présente loi, ladite formation est substituée par des modalités pratiques garantissant à l’étudiant l’acquisition des habiletés pratiques appropriées selon les conditions fixées par les règlements relatifs aux régimes des études.  Art. 6 - La formation pratique est organisée pendant une période fixe prévue par le régime des études et des examens applicable à chaque matière, parcours ou spécialité. La formation aura lieu au sein de l’une des administrations, entreprises ou établissements publics ou privés sous la direction d’un encadreur parmi les enseignants universitaires et un encadreur de l’administration ou de l’établissement ou de l’entreprise d’accueil.  Les établissements d’enseignement supérieur et de recherche organisent la formation pratique selon les spécificités de la formation assurée par l’établissement. La nature de la formation est fixée par les régimes des études.  Art. 7 - La formation pratique de l’étudiant au sein des administrations, des entreprises ou des établissements publics ou privés est liée à la progression de son cursus universitaire. Elle comprend des missions de description, d’exécution, des travaux de conception et de supervision.  Art. 8 - Le stage est organisé pendant une période que l’étudiant passera conformément à ce qui est fixé par le programme de formation relatif au parcours concerné et dans la limite des capacités d’encadrement disponibles à l’établissement d’enseignement supérieur et de recherche, et aux administrations, aux entreprises ou aux établissements publics ou privés.  Art. 9 - La formation par alternance est organisée pendant des périodes allant de la formation dans l’établissement d’enseignement supérieur et de recherche, à la formation au sein des administrations, des entreprises ou des établissements publics ou privés, conformément à une périodicité fixée en fonction des objectifs de la formation et des spécificités des métiers ciblés.  La formation par alternance est organisée dans le cadre de conventions conclues entre les établissements d’enseignement supérieur et de recherche, et les administrations, les entreprises ou les établissements publics ou privés concernés. Lesdites conventions fixent le contenu des périodes de formation, leur programmation, les modalités d’évaluation adoptées ainsi que les conditions relatives à la participation des administrations, des entreprises ou des établissements publics ou privés dans la réalisation de l’action de la formation par alternance.  Titre II  De l’organisation, du suivi et de l’évaluation des stages et de la formation par alternance  CHAPITRE PREMIER  De l’organisation des stages et de la formation par alternance  Art. 10 - Les principes généraux des stages et de la formation par alternance et les garanties permettant leur réalisation au sein des administrations, des entreprises ou des établissements publics ou privés sont définis par une charte de stage ou de formation par alternance fixée par décret. Ladite charte fixe les modalités garantissant la qualité des stages et de la formation par alternance, leur conformité avec les objectifs pédagogiques de formation et leurs intérêts pour toutes les parties concernées.  Art. 11 - Au cours de la période de stage ou de formation par alternance, l’étudiant bénéficie de l’encadrement, de l’accompagnement pédagogique et du suivi assurés par un encadreur professionnel de l’administration, de l’entreprise ou de l’établissement public ou privé et un encadreur parmi les enseignants universitaires.  Art. 12 - Une convention de stage ou de formation par alternance est conclue entre les établissements d’enseignement supérieur et de recherche et l’étudiant, et les administrations, les entreprises ou les établissements publics ou privés pour chaque période de formation pratique, conformément à une convention type de stage ou de formation par alternance annexée à la charte de stage ou de formation par alternance citée à l’article 10 ci-dessus.  Art. 13 - Un guide de qualité des stages ou de formation par alternance est élaboré dans le but de faire connaître les principes généraux cités dans la charte de stage ou de la formation par alternance.  CHAPITRE II  Du suivi et de l’évaluation des stages et de la formation par alternance  Art. 14 - L’établissement d’enseignement supérieur et de recherche met à la disposition de chaque étudiant stagiaire un cahier de stage ou de formation par alternance conforme au modèle annexé à la charte de stage ou de formation par alternance citée à l’article 10 de la présente loi.  Art. 15 - Le stage ou le cycle de formation par alternance est sanctionné par un rapport élaboré par l’étudiant sous la direction d’un encadreur parmi les enseignants universitaires et d’un encadreur professionnel. L’étudiant demeure tenu de l’élaborer pour l’obtention de son diplôme final, le cas échéant.  Art. 16 - Chaque cycle de formation pratique réalisé par l’étudiant au sein des administrations, des entreprises ou des établissements publics ou privés est soumis à l’évaluation pédagogique. L’évaluation comprend notamment, le rendement de l’étudiant au cours du stage ou de la formation par alternance et la qualité du rapport élaboré.  Art. 17 - L’évaluation du rapport de stage ou de la formation par alternance est effectuée dans l’établissement d’enseignement supérieur et de recherche concerné, conformément aux textes réglementaires, relatifs aux régimes des études et des examens du parcours concerné.  Art. 18 - Les établissements d’enseignement supérieur et de recherche, assurent le suivi des stages ou de la formation par alternance effectuée par les étudiants qui en relèvent. Ils établissent des rapports annuels de synthèse concernant les stages ou la formation par alternance qu’ils organisent et les transmettent à l’université dont ils relèvent. A cet effet, chaque université établit un rapport et le soumet à l’autorité de tutelle.  Titre III  Des droits et des obligations de l’étudiant et des droits de l’entreprise  CHAPITRE PREMIER  Des droits et des obligations de l’étudiant  Art. 19 - Durant toute la période de son stage ou de la formation par alternance, l’étudiant bénéficie de la couverture sociale que lui offre le système de sécurité sociale auquel il est affilié en sa qualité d’étudiant.  Art. 20 - L’étudiant peut bénéficier pendant la durée du stage d’une bourse qui est imputée sur le budget de l’administration, de l’entreprise ou de l’établissement public ou privé au sein duquel le stage ou la formation par alternance est réalisée. Cette bourse n’est pas soumise aux cotisations de sécurité sociale.  Art. 21 - Au cours de la période du stage obligatoire ou de la formation par alternance, l’étudiant adhère à un contrat collectif d’assurance, couvrant les résultats de sa responsabilité civile dans le lieu du stage ou de la formation par alternance. Il est souscrit par la mutuelle des accidents scolaires et universitaires à l’une des entreprises d’assurances agréées conformément à la législation en vigueur.  Art. 22 - L’étudiant est astreint à observer le règlement intérieur de l’administration, de l’entreprise ou de l’établissement public ou privé et à ne pas divulguer les informations dont il obtient au cours des périodes de stage ou de formation par alternance.  Le manquement par l’étudiant à ces obligations entraîne une poursuite disciplinaire, conformément aux règlements en vigueur en matière disciplinaire aux universités.  L’enseignant universitaire chargé de l’encadrement du stage ou de la formation par alternance est également astreint à ne pas divulguer les informations dont il a eu connaissance lors de l’encadrement.  CHAPITRE II  Des droits de l’entreprise  Art. 23 - Les entreprises ou les établissements publics ou privés accueillant des étudiants dans le cadre des stages ou de formation par alternance, bénéficient des mêmes mécanismes de financement de la formation professionnelle prévus par la législation en vigueur applicable aux entreprises accueillant des apprenants provenant des centres de formation professionnelle dans le même cadre.  Il leurs est accordé aussi le signe « établissement formateur ».  La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.  Tunis, le 28 avril 2009.  Zine El Abidine Ben Ali | |  | |  | | --- | | **قانون عدد 21 لسنة 2009 مؤرخ في 28 أفريل 2009 يتعلق بضبط الإطار العام للتكوين التطبيقي لطلبة التعليم العالي بالإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة**  باسم الشعب،  وبعد موافقة مجلس النواب ومجلس المستشارين،  يصدر رئيس الجمهورية القانون الآتي نصه :  الفصل الأول ـ يضبط هذا القانون الإطار العام لتنظيم التكوين التطبيقي الذي ينجزه الطلبة المسجلون بمؤسسات التعليم العالي والبحث بالإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة.  العنوان الأول  في أهداف التكوين التطبيقي للطلبة وصيغه  الباب الأول  في أهداف التكوين التطبيقي  الفصل 2 ـ يمثل التكوين التطبيقي للطلبة بالإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة مكونا أساسيا من منظومة التكوين الجامعي يندرج ضمن مهامها المتعلقة بدعم تشغيلية الخريجين وإعداد الطلبة لبعث المؤسسات.  وتضبط الوزارة المكلفة بالتعليم العالي وعند الاقتضاء الوزارة المعنية بالشراكة مع المؤسسات الاقتصادية التوجهات العامة للتكوين التطبيقي للطلبة بالإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة وتعمل على النهوض به وتنظيمه وتطويره.  الفصل 3 ـ يرمي التكوين التطبيقي إلى تحقيق أهداف مشتركة بين مؤسسة التعليم العالي والبحث والإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة وبين الطالب وتمكينه من :  ـ الاطلاع على واقعها ومعايشة ظروف عملها،  ـ اكتساب معارف ومهارات وكفاءات مرتبطة ببرنامج التكوين المتعلق بالمسلك الذي يتابعه،  ـ صقل مهارات التواصل لديه وتدريبه على العمل الفردي والجماعي،  ـ وضع معارفه النظرية حيز التطبيق،  ـ اكتساب ثقافة تكنولوجية وتقنية مواكبة لتطور نظم العمل والإنتاج،  ـ المساهمة في نحت مساره التكويني وتنمية روح المبادرة لديه وتأهيله لبعث مشروعه الخاص،  ـ بناء مشروعه المهني وترشيد اختياره لمهنته المستقبلية وتيسير اندماجه في سوق الشغل.  الفصل 4 ـ يرمي التكوين التطبيقي إلى تمكين الإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة من :  ـ الاستفادة المباشرة من نشاط الطالب المتكون لديها واكتشاف كفاءات جديدة،  ـ تجسيم الشراكة العلمية والتكنولوجية من خلال التفاعل مع المدرسين الجامعيين والطلبة،  ـ انتقاء الكفاءات الضرورية لدعم مواردها البشرية.  الباب الثاني  في صيغ التكوين التطبيقي  الفصل 5 ـ ينظم التكوين التطبيقي للطلبة في شكل تربصات أو تكوين بالتداول.  عند تعذر إنجاز التكوين التطبيقي طبقا للفصل الأول من هذا القانون يتم استبداله بصيغ تطبيقية بديلة تضمن للطالب اكتساب مهارات تطبيقية ملائمة حسب الشروط التي تضبطها التراتيب المتعلقة بنظم الدراسات.  الفصل 6 ـ ينظم التكوين التطبيقي خلال فترة محددة ينص عليها نظام الدراسات والامتحانات المطبق على كل مادة أو كل مسلك أو كل تخصص. ويتم هذا التكوين في إحدى الإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة تحت إشراف مؤطر من المدرسين الجامعيين ومؤطر من الإدارة أو المؤسسة أو المنشآة التي تحتضنه.  تنظم مؤسسات التعليم العالي والبحث التكوين التطبيقي حسب خصوصيات التكوين الذي تؤمنه. وتحدد طبيعة التكوين بأنظمة الدراسات.  الفصل 7 ـ يرتبط التكوين التطبيقي للطالب بالإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة بتطور مساره الجامعي. ويشمل المهام الوصفية والتنفيذية وأعمال التصور والإشراف.  الفصل 8 ـ ينظم التربص خلال فترة يقضيها الطالب طبقا لما يحدده برنامج التكوين الخاص بالمسلك المعني وفي حدود إمكانيات التأطير المتوفرة بمؤسسة التعليم العالي والبحث والإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة.  الفصل 9 ـ ينظم التكوين بالتداول خلال فترات تتراوح بين التكوين في مؤسسة التعليم العالي والبحث والتكوين بالإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة طبقا لدورية تحدد وفق أهداف التكوين وخصوصيات المهن المستهدفة.  وينظم التكوين بالتداول في إطار اتفاقيات تبرم بين مؤسسات التعليم العالي والبحث والإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة المعنية. وتضبط هذه الاتفاقيات محتوى فترات التكوين وبرمجتها وطرق التقييم المعتمدة وكذلك الشروط المتعلقة بمشاركة الإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة في إنجاز عملية التكوين بالتداول.  العنوان الثاني  في تنظيم التربصات والتكوين بالتداول ومتابعتها وتقييمها  الباب الأول  في تنظيم التربصات والتكوين بالتداول  الفصل 10 ـ تضبط القواعد العامة للتربصات والتكوين بالتداول والضمانات الكفيلة بإنجازها بالإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة في إطار ميثاق للتربص أو للتكوين بالتداول يحدد بمقتضى أمر. كما يحدد الميثاق سبل ضمان جودة التربصات والتكوين بالتداول وتأمين تلاؤمها مع الأهداف البيداغوجية للتكوين وتأكيد فائدتها لكافة الأطراف المعنية.  الفصل 11 ـ يتمتع الطالب خلال فترة التربص أو التكوين بالتداول بالتأطير والمرافقة البيداغوجية والمتابعة يؤمنها مؤطر مهني من الإدارة أو المؤسسة أو المنشأة العمومية أو الخاصة ومؤطر من المدرسين الجامعيين.  الفصل 12 ـ تبرم اتفاقية تربص أو تكوين بالتداول بين مؤسسات التعليم العالي والبحث والطالب والإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة بالنسبة إلى كل فترة تكوين تطبيقي وفقا لاتفاقية التربص أو التكوين بالتداول النموذجية الملحقة بميثاق التربص أو التكوين بالتداول المنصوص عليه بالفصل 10 أعلاه.  الفصل 13 ـ يتم إعداد دليل لجودة التربصات أو التكوين بالتداول بهدف التعريف بالقواعد العامة المنصوص عليها ضمن ميثاق التربص أو التكوين بالتداول.  الباب الثاني  في متابعة التربصات والتكوين بالتداول وتقييمها  الفصل 14 ـ تضع مؤسسة التعليم العالي والبحث على ذمة كل طالب متربص كراسا للتربص أو للتكوين بالتداول طبقا للأنموذج الملحق بميثاق التربص أو التكوين بالتداول المنصوص عليه بالفصل 10 من هذا القانون.  الفصل 15 ـ يختم التربص أو مرحلة التكوين بالتداول بتقرير يعده الطالب تحت إشراف مؤطر من المدرسين الجامعيين ومؤطر مهني. ويبقى ملزما بإنجازه للحصول على الشهادة النهائية عند الاقتضاء.  الفصل 16 ـ تخضع كل مرحلة تكوين تطبيقي ينجزها الطالب بالإدارات أو المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة للتقييم البيداغوجي. ويشمل التقييم خاصة أداء الطالب أثناء مدة التربص أو التكوين بالتداول وجودة التقرير الذي يعده.  الفصل 17 ـ يتم تقييم تقرير التربص أو التكوين بالتداول لدى مؤسسة التعليم العالي والبحث المعنية طبقا لما تقتضيه النصوص الترتيبية المتعلقة بأنظمة الدراسات والامتحانات في المسلك المعني.  الفصل 18 ـ تتولى مؤسسات التعليم العالي والبحث متابعة التربصات أو التكوين بالتداول المنجزة من قبل الطلبة الراجعين إليها بالنظر. وتعد تقارير تأليفية سنوية حول التربصات أو التكوين بالتداول التي تنظمها وتحيلها إلى الجامعة الراجعة إليها بالنظر وتعد كل جامعة تقريرا في الغرض تحيله إلى سلطة الإشراف.  العنوان الثالث  في حقوق الطالب وواجباته وفي حقوق المؤسسة  الباب الأول  في حقوق الطالب وواجباته  الفصل 19 ـ يتمتع الطالب طيلة فترة تربصه أو فترة التكوين بالتداول بالتغطية الاجتماعية التي يوفرها نظام الضمان الاجتماعي المنتمي إليه بصفته طالبا.  الفصل 20 ـ يمكن أن يتمتع الطالب طيلة مدة التربص بمنحة تحمل على الإدارة أو المؤسسة أو المنشأة العمومية أو الخاصة التي يتم بها التربص أو التكوين بالتداول. ولا تخضع هذه المنحة للخصم لفائدة أنظمة الضمان الاجتماعي.  الفصل 21 ـ ينخرط الطالب خلال فترة التربص الإجباري أو التكوين بالتداول في عقد تأمين جماعي يغطي نتائج مسؤوليته المدنية في مكان التربص أو التكوين بالتداول تكتتبه تعاونية الحوادث المدرسية والجامعية لدى إحدى مؤسسات التأمين المرخص لها وفق التشريع الجاري به العمل.  الفصل 22 ـ يجب على الطالب احترام النظام الداخلي للإدارة أو المؤسسة أو المنشأة العمومية أو الخاصة وعدم إفشاء المعلومات التي يتحصل عليها أثناء فترات التربص أو أثناء التكوين بالتداول.  وينجر عن إخلال الطالب بهذه الواجبات تتبعه تأديبيا طبقا للتراتيب الجاري بها العمل في المادة التأديبية بالجامعات.  كما يتعين على المدرس الجامعي المشرف على التربص أو التكوين بالتداول عدم إفشاء المعلومات التي تصل إلى علمه أثناء قيامه بالتأطير.  الباب الثاني  في حقوق المؤسسة  الفصل 23 ـ تنتفع المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الخاصة التي تحتضن طلبة في إطار التربصات أو في إطار التكوين بالتداول بنفس آليات تمويل التكوين المهني المنصوص عليها بالتشريع الجاري به العمل المنطبقة على المؤسسات التي تحتضن المتكونين الوافدين من مراكز التكوين المهني في نفس الإطار.  كما تسند للمؤسسات أو المنشآت المذكورة أعلاه علامة "مؤسسة مكونة".  ينشر هذا القانون بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وينفذ كقانون من قوانين الدولة.  تونس في 28 أفريل 2009.  زين العابدين بن علي | |  |